

UNE LEÇON DE DÉMOCRATIE

Les Néerlandais l'ont décidé : le populisme n'est pas une fatalité. Au-delà, ils démontrent à l'Europe la vigueur de leur système, qui tente de rassembler toutes les sensibilités.

PAR FRANÇOIS JANNE D'OTHÉE

Le « printemps patriotique » n'a pas eu lieu. Du moins pas aux Pays-Bas. Le 15 mars, le Parti populaire libéral et démocrate (VVD) du Premier ministre sortant Mark Rutte a finalement terminé la course en tête devant les « populistes de droite » (comme on les nomme généralement dans les quotidiens néerlandais) du Parti de la liberté (PVV) mené par Geert Wilders. Celui-ci s'était érigé en rempart contre l'islam et promettait une sortie de l'Union européenne. Beaucoup d'électeurs potentiels du leader blond ont sans doute renoué en dernière minute. Ainsi, la fermeté de Rutte, qui a déclaré *non grata* des ministres turcs venus faire campagne pour Erdogan, lui a sans doute ramené quelques brebis égarées.

Mark Rutte s'est également dressé comme un rempart, mais contre Wilders. « J'ai arrêté le mauvais populisme », fanfaronne-t-il, glissant sous le tapis son hasardeux message électoral où il intimait à ceux qui ne se plaisent pas aux Pays-Bas de déguerpir. « Ne chions pas trop vite victoire, avertit Jochem Tolsma, qui enseigne la sociologie à l'université Radboud de Nimègue. Le VVD se déclare victorieux, mais a perdu 8 sièges (de 41 à 33). Le PVV est désigné comme le perdant, mais passe de 15 à 20 sièges. Même le Forum voor Democratie, qui se présente en alternative au PVV et au VVD, débarque à la Tweede Kamer (Chambre) avec 2 sièges. L'électeur a clairement penché vers la droite populiste. »

Nuances aussi sur l'ancrage européen. Si les partis pro-Europe ont gagné, le discours s'en tient au strict minimum. Le seul parti qui plaide ouvertement pour la construction européenne est le D66, libéral de gauche. Cependant, tout est question d'équilibre, car la posture anti-Europe de Geert Wilders a pu également jouer en sa défaveur : les Pays-Bas sont un pays ouvert aux échanges économiques et l'idée de retour au florin n'était pas forcément rassurante.

Une raclée pour les travaillistes

L'autre fait marquant du scrutin, c'est l'effondrement du Parti travailliste PvdA (de 38 sièges à 9) et la poussée de la gauche écologiste de GroenLinks (de 4 à 14 sièges), ce qui souligne que l'aspiration au renouvellement est au moins aussi grande que la tentation populiste. « Ce sont les verts et D66 qui enregistrent la plus forte progression de ces élections », illustre Jochem Tolsma. Le PvdA n'en est pas à sa première dégelée après avoir exercé le pouvoir. En 2002, il était passé de 45 à 23 élus. En 2006, après trois années dans l'opposition, il avait chuté de 42 à 33 sièges.

Mais pourquoi, en 2017, une telle raclée ? « Le PvdA a gouverné avec les libéraux en pleine période de récession économique, répond le professeur. L'austérité a touché les soins de santé et les allocations. Du coup, le parti a échoué à convaincre ses supporters qu'il préserverait coûte que coûte les idéaux de la social-démocratie. Ceux-ci ont donc massivement migré vers des partis qui gardaient le cap économique à gauche. » Paul Magnette (PS) ne disait pas autre chose le soir du vote : « Les socialistes tentés par la voie libérale se condamnent eux-mêmes à la défaite. »

À l'inverse, GroenLinks a préféré jouer sur ce qui rassemble les citoyens de toutes origines, comme l'éducation des enfants. Son succès auprès des jeunes est imputable autant à son programme novateur, qui propose notamment de faire payer davantage les automobilistes durant les heures de pointe, qu'à son leader charismatique Jesse Klaver, 30 ans. Très présent en public et sur les réseaux sociaux, Klaver, de père marocain et de

mère néerlandaise-indonésienne, a mené une campagne calquée sur celle d'Obama.

Confiance dans la politique

Dans un tel paysage fragmenté, la formule de la coalition ne sera pas simple à trouver, 76 sièges étant nécessaires pour constituer une majorité. Une équipe cohérente pourrait inclure le VVD, le

CDA et D66 (71 sièges), auxquels pourrait s'adjoindre soit ChristenUnie (total, 76 sièges), soit GroenLinks (total, 81 sièges). « Rien ne devrait émerger avant la fin de l'été », prédit Ariejan Korteweg du *Volkskrant*, qui précise que « GroenLinks est sans doute encore trop tendre pour se froter déjà à l'exercice du pouvoir ». La débacle du PvdA agit aussi comme un repoussoir.

Le taux de participation fut énorme, preuve qu'aux moments clés, les citoyens néerlandais peuvent se mobiliser. L'offre étant très diversifiée (28 partis étaient en lice), ils ont voté pour du contenu et non par élimination ou par dépit. Le Parti pour les animaux, par exemple, a décroché 5 sièges grâce à un travail permanent au sein du Parlement et en martelant le même message : pour éviter les conflits et la pauvreté, soignons notre planète.

La confiance des Néerlandais dans la politique est également associée à un seuil d'éligibilité très bas. « Les minorités se voient représentées au Parlement. De nouveaux partis apparaissent, mais peuvent aussi disparaître s'ils n'ont pas fait leurs preuves ou s'ils ne sont plus jugés utiles », écrit Roderik van Grieken, directeur du Nederlands Debat Instituut. Parmi les nouveaux venus, on découvre la surprise de ce scrutin : le parti Denk, dirigé par un Néerlandais-Turc, et dont une réplique pourrait s'implanter en Bel-

gique. La formation, qui veut bannir toutes les discriminations, traîne derrière elle la rumeur tenace d'être téléguidée par Ankara. A Feijenoord (Rotterdam), où les communautés turque et marocaine sont fort implantées, Denk est devenu le premier parti (20 %), devant le PVV (16 %), preuve que la polarisation reste bien vivace dans certains quartiers sensibles.

La défaite relative de Wilders n'impliquera pas forcément celle de Marine Le Pen, tant le système électoral, les cultures politiques et le tissu sociologi-

que sont différents entre les deux pays. Le PVV, qui se résume à Geert Wilders, n'a que très peu de points communs avec ce FN très structuré et qui participe déjà au pouvoir à l'échelon local. Ensuite, les citoyens néerlandais ne sont pas aussi pessimistes que les Français. Selon le World Happiness Report 2017, qui évalue le bonheur humain en fonction de multiples paramètres, les Pays-Bas se situent en 5^e position, la France en 31^e. Cet écart pourrait contribuer à un tout autre résultat. ♦